

Informations du Guatemala



5° année/N°205

du 23 au 29 janvier 1986

POLITIQUE

Le Guatemala demande davantage d'aide militaire
La commission sur les disparus sera gouvernementale
USAC : Les classes défavorisées sont les plus affectées par la crise
Des augmentations de salaires dérisoires
La police, organisme de secours

ECONOMIE

Flambée des prix des produits de base
Le prix des médicaments multiplié par cinq
Des millions de pertes dans le secteur du coton

INSURRECTION

L'ORPA affronte l'armée dans le centre et l'ouest
L'EGP récupère du matériel de guerre

MOUVEMENT POPULAIRE

Les fonctionnaires critiquent la gestion gouvernementale
Mobilisations face à l'augmentation des tarifs de l'électricité
Des paysans occupent des terres
Une marche pour la terre

SITUATION SOCIALE

Des dommages à la suite d'une éruption volcanique
La malaria augmente en 1986

DROITS DE L'HOMME

L'offensive contre le corps enseignant persiste
Une jeune femme enlevée et assassinée
Trois jeunes agressés : Un porté disparu
Le GAM dénonce les pressions gouvernementales
Pour le respect des droits de l'homme

4° P. 12315

POLITIQUE

LE GUATEMALA DEMANDE D'AVANTAGE D'AIDE MILITAIRE

L'aide militaire minimum accordée au Guatemala par les Etats-Unis en 1987 constitue une "erreur" politique qui doit être corrigée au plus tôt, a déclaré le président Vinicio Cerezo le 21 janvier. Cerezo essaiera de persuader le Président Reagan que l'aide de deux millions de dollars accordée à l'armée guatémaltèque par le gouvernement nord-américain n'est pas suffisante au cours d'une rencontre prévue en mai prochain.

Dans certains milieux journalistiques, on émet l'hypothèse selon laquelle les Etats-Unis essaient de faire pression sur le Guatemala pour qu'il renonce à sa politique de "neutralité active" et qu'il s'aligne sur celle des pays centraméricains proches des Etats-Unis.

LA COMMISSION SUR LES DISPARUS SERA GOUVERNEMENTALE

Le 20 janvier, le président Cerezo a déclaré que la commission chargée d'enquêter sur le cas des milliers de personnes portées disparues serait de caractère gouvernemental. La commission étudiera en outre les possibilités de déclarer le décès présumé, rejetant de la sorte la requête du Groupe d'Appui Mutuel (GAM), qui depuis le milieu de l'année 1986 réclame la constitution d'une commission internationale.

USAC : LES CLASSES DEFAVORISEES SONT LES PLUS AFFECTEES PAR LA CRISE

Une analyse de l'Université de San Carlos (USAC), publiée le 25 janvier fait ressortir que la crise sociale et économique, notamment l'inflation, affecte avec le plus de rigueur les classes moyennes et pauvres du pays -travailleurs agricoles et industriels, petits et moyens producteurs, employés- ; le revenu réel et le niveau de vie de ces couches de la population n'a cessé de diminuer.

L'inflation a conduit la population à renoncer à une grande quantité de produits alimentaires, ce qui a des conséquences néfastes sur la santé des Guatémaltèques.

L'USAC signale que la gestion démocrate-chrétienne en 1986 se caractérise par l'absence d'une politique salariale destinée à récupérer la perte du pouvoir d'achat qui a atteint 80% en avril 1986.

DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES DERISOIRES

Le 25 janvier, le gouvernement démocrate-chrétien a accordé une augmentation de salaire de 25 quetzales/mois (10 dollars) à tous les employés du secteur public.

Deux jours auparavant, le Syndicat des Travailleurs de l'Institut Guatémaltèque de la Sécurité Sociale (STIGSS) avait refusé une augmentation salariale de 50 q., jugée insuffisante ; le Syndicat des

travailleurs du ministère des Finances a lancé un appel au gouvernement pour qu'il analyse en profondeur l'inquiétude des travailleurs au sujet de la libération des prix.

LA POLICE, ORGANISME DE SECOURS

Le 21 janvier, Carlos Escoto, porte-parole de la Police Nationale a fait savoir que désormais cette institution était chargée du transfert des cadavres et des secours civils. Le fonctionnaire a également signalé que la tâche des pompiers consistait à "éteindre les incendies", tâche qui sera confiée au 5° corps de la P.N. Selon la presse, cette mesure vise à occulter des actes de violence, particulièrement l'apparition de cadavres présentant des traces de tortures.

ECONOMIE

FLAMBEE DES PRIX DES PRODUITS DE BASE

Le 26 janvier, la presse a informé de l'augmentation, au delà des prévisions et des promesses du gouvernement, des prix de plusieurs produits de première nécessité, le lait notamment ; on estime que le prix des produits laitiers a augmenté d'au moins 30% ces derniers jours.

D'autre part, les éleveurs de volailles ont fait savoir que la négligence des autorités entrainera la paralysie de la production d'oeufs et de viande de volaille, en raison de la pénurie de fourrage.

LE PRIX DES MEDICAMENTS MULTIPLIE PAR CINQ

D'après une information diffusée par la presse le 25 janvier, bien que l'on ait pas établi avec précision le taux d'augmentation des prix des médicaments ces derniers mois, on peut déjà l'évaluer entre 400 et 500%.

DES MILLIONS DE PERTES DANS LE SECTEUR DU COTON

Le 21 janvier, le Conseil National du Coton a fait savoir que le Guatemala a perdu plus de 100 millions de dollars au cours de l'année 1986, en raison de la réduction des superficies consacrées à cette culture, et de la diminution des volumes d'exportation de coton. 15 mille familles ont été affectées par les conséquentes réductions d'emplois ; 40 millions de dollars de masse salariale ont été perdus.

INSURRECTION

L'ORPA AFFRONTA L'ARMEE DANS LE CENTRE ET L'OUEST

Le 27 janvier, un communiqué de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a rendu compte de 3 actions militaires menées contre l'armée, qui a subi au moins 5 pertes ; l'ORPA a également occupé les plantations de café Santa Anita et Costa Rica, dans le centre et l'ouest du pays. Ces actions ont eu lieu les 18, 19 et 24 janvier dans les départements de Chimaltenango et San Marcos.

L'EGP RECUPERE DU MATERIEL DE GUERRE

Dans un communiqué du 27 janvier, l'Armée de Guérilla du Peuple (EGP) fait part d'une embuscade, tendue à une unité de l'armée aux environs de la zone militaire n°22 de Playa Grande, dans le département du Quiché (nord-ouest) ; l'EGP a infligé 13 pertes à l'armée et capturé 4 fusils Galil et du matériel militaire.

Le 23 janvier, Juan Fernando Cifuentes, porte-parole militaire a reconnu que l'armée avait subi 13 pertes au cours d'un affrontement avec les forces insurgées dans le nord-ouest du pays.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES FONCTIONNAIRES CRITIQUENT LA GESTION GOUVERNEMENTALE

Dans un dépliant publié le 21 janvier, la Fédération Nationale des Travailleurs de la Fonction Publique signale que, durant la première année de gouvernement démocrate-chrétien, la pauvreté a augmenté, atteignant les couches moyennes de la population, le chômage a progressé et la danger d'une paralysie industrielle est apparu. Selon les syndicalistes, le plan d'action économique et sociale impulsé par le président Cerezo a consisté en une concertation avec les groupes de pouvoir traditionnels, débouchant sur une politique économique néo-libérale, basée sur la "structure oligarchique de la production".

MOBILISATIONS FACE A L'AUGMENTATION DES TARIFS DE L'ELECTRICITE

Le 25 janvier, les représentants de plusieurs organisations professionnelles ont invité les usagers à ne pas payer l'augmentation des tarifs de l'électricité annoncée ; les employés de l'Electricité du Guatemala ont annoncé qu'ils se refuseraient à couper l'électricité des usagers protestataires.

De source extra-officielle, on apprend que le gouvernement a renoncé à l'augmentation prévue de 70% pour une augmentation de 30%, en raison du rejet suscité par cette mesure et des menaces de mobilisation.

DES PAYSANS OCCUPENT DES TERRES

Le 21 janvier, des sources journalistiques ont fait savoir que 400 paysans ont pacifiquement occupé le domaine de Xaman, dans la municipalité de Chisec, département de Alta Verapaz. Les paysans avaient demandé l'octroi de ces terres au gouvernement, mais n'avaient pas reçu de réponse.

UNE MARCHÉ POUR LA TERRE

Plus de mille paysans des divers villages de la municipalité de San José, dans le département de Escuintla (sud), ont manifesté pacifiquement le 25 janvier dans les rues de la localité, surveillées par des effectifs policiers et militaires ; les paysans réclament des terres, et dénoncent l'existence de terres non exploitées dans plusieurs régions du département ; ils exigent que l'on les leur remette, moyennant un contrat leur permettant de les acquérir à long terme.

SITUATION SOCIALE

DES DOMMAGES A LA SUITE D'UNE ERUPTION VOLCANIQUE

Les villages de San Carlos, La Mesilla, San José Calderas et Santa Elena Barillas, dans les départements de Escuintla et Guatemala, ont été sérieusement endommagés par l'éruption du volcan Pacaya, commencée le 21 janvier, et qui se poursuit à intervalles variables. Une région de 30 km² environ est concernée par l'éruption, affectant au moins 3000 personnes et 10% de la production de café ; 100 têtes de bétail ont été perdues. On apprenait le 25 janvier que 300 personnes étaient blessées, des dizaines portées disparues et qu'un enfant était mort.

LA MALARIA AUGMENTE EN 1986

Le 25 janvier, Carlos Gonzalez Quezada, président de la Commission de Santé du Congrès de la République, a révélé que plus de 200 mille cas de malaria avaient été enregistrés en 1986 (contre 10 mille l'année précédente). Le sud-ouest du pays et le département du Peten, dans le nord, sont les régions les plus atteintes .

DROITS DE L'HOMME

L'OFFENSIVE CONTRE LE CORPS ENSEIGNANT PERSISTE

Le 22 janvier, Daniel Armando Toledo Aquino, directeur du Collège italien de Guatemala, a été enlevé à Guatemala-Ciudad, en présence

de son fils mineur, par un groupe d'individus qui conduisaient des véhicules munis de plaques officielles. Thelma Yolanda Ramon, ouvrière dans une usine textile de la capitale, a disparu depuis le 19 janvier, date de son interpellation par des agents gouvernementaux.

UNE JEUNE FEMME ENLEVÉE ET ASSASSINÉE

Une jeune femme, non identifiée, a été enlevée le 23 janvier par des agents en civil dans les rues de la capitale ; son cadavre portant des traces de tortures a été retrouvé un jour plus tard sur un chemin vicinal de la municipalité de San Pedro Ayampuc, département de Guatemala.

TROIS JEUNES AGRESSES : UN PORTE DISPARU

Le 24 janvier, des organismes de secours ont signalé l'agression de trois jeunes gens par des effectifs militaires sur la route menant de la municipalité Patulul, Suchitepequez à la municipalité San Lucas Toliman, Solola. L'un des agressés n'a pas réapparu, les deux autres sont Juan Juch, 19 ans et Silverio Sepac, 24 ans.

LE GAM DENONCE LES PRESSIONS GOUVERNEMENTALES

Dans un dépliant publié le 23 janvier, le GAM a dénoncé l'utilisation d'un groupe de paysans supposés appartenir au GAM par le président Cerezo, pour entretenir la confusion et semer la division au sein de cet organisme humanitaire.

Des sources officielles ont publié l'information selon laquelle des prétendus membres du Groupe d'Appui Mutuel, originaires du nord et de l'ouest du pays, ont accepté de signer la déclaration de mort présumée des membres de leur famille portés disparus ainsi que l'aide économique du gouvernement.

POUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Le 20 janvier, un groupe de citoyens nord-américains, conduits par Marie Jones, a remis au président Vinicio Cerezo des centaines de lettres dans lesquelles on demande le respect des droits des Guatémaltèques.

Les nord-américains demandent en outre le respect de la vie et de l'intégrité physique des membres du GAM.